

GE_GERICHTE P/9449/2021 vom 28. Mai 2021

GE Cour de justice, 2021-05-28, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_9449_2021

FR: GE_GERICHTE P/9449/2021 du 28 mai 2021

IT: GE_GERICHTE P/9449/2021 del 28 maggio 2021

Regeste

ORDONNANCE DE NON-ENTRÉE EN MATIÈRE; VIOLATION DU DEVOIR D'ASSISTANCE OU D'ÉDUCATION | CPP.310; CP.219

Erwägungen

E. 1

Le recours a été déposé selon la forme et dans le délai prescrits (art. 385 al. 1 et 396 al. 1 CPP), concerne une ordonnance sujette à recours auprès de la Chambre de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP) et émane de la plaignante, partie à la procédure (art. 104 al. 1 let. b CPP).

E. 2

La Chambre de céans a déjà été jugé (ACPR/431/2019 du 12 juin 2019 et ACPR/510/2021 du 5 août 2021) que l'induction de la justice en erreur (art. 304 CP) vise exclusivement la protection de la justice pénale (suisse) et non les intérêts privés de la recourante, qui ne peut dès lors pas s'en prévaloir (art. 382 CPP). Partant, le recours est irrecevable en tant qu'il porte sur ce chef d'infraction. Il est recevable au surplus.

E. 3

La recourante reproche au SEASP une complicité avec E_____.

E. 3.1

Agit comme complice, celui qui prête intentionnellement assistance à l'auteur pour commettre un crime ou un délit (cf. art. 25 CP). La complicité, qui est une forme de participation accessoire à l'infraction, suppose que le complice ait apporté à l'auteur principal une contribution causale à la réalisation de l'infraction, de telle sorte que les événements ne se seraient pas déroulés de la même manière sans cet acte de favoritisation (ATF 132 IV 49 consid. 1.1).

E. 3.2

En l'espèce, la Chambre de céans a, dans son arrêt ACPR/18/2021 précité, exposé les raisons pour lesquelles il n'existait pas de prévention pénale à l'égard de E_____. Faute d'infraction initiale, on ne saurait reprocher au SEASP une " complicité ".

E. 4

Le recours est dès lors infondé, ce que la Chambre pénale de recours pouvait constater d'emblée, sans échange d'écritures ni débats (art. 390 al. 2 et 5 a contrario CPP).

E. 5

En tant que son recours était manifestement voué à l'échec, la recourante ne saurait se voir octroyer l'assistance judiciaire gratuite (art. 136 al. 1 let. b CPP).

E. 6

La recourante, qui succombe, supportera les frais envers l'État, fixés en totalité à CHF 600.- pour tenir compte de sa situation financière (art. 428 al. 1 CPP et 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP ; E 4 10.03). * * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.